



Arrêt

n° 116 398 du 24 décembre 2013
dans l'affaire X / III

En cause : X

Ayant élu domicile : X

Contre :

l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté

LE PRÉSIDENT F. F. DE LA III^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 31 juillet 2013, par X, qui déclare être de nationalité congolaise (R.D.C.), tendant à la suspension et à l'annulation de la décision de rejet d'une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9 *ter* de la loi du 15 décembre 1980, prise le 21 juin 2013 et notifiée le 1^{er} juillet 2013.

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite ci-après « la Loi ».

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 13 septembre 2013 convoquant les parties à l'audience du 8 octobre 2013.

Entendu, en son rapport, C. DE WREEDE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me A. LOOBUYCK *loco* Me P.-J. STAELENS, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me P. HUYBRECHTS *loco* Me F. MOTULSKY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. La requérante a déclaré être arrivée en Belgique le 31 août 2010.

1.2. Le 1^{er} juillet 2011, elle a introduit une première demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9 *ter* de la Loi, laquelle a été déclarée irrecevable dans une décision du 5 septembre 2011. Le 25 octobre 2011, elle a introduit un recours en annulation à l'encontre de cette décision auprès du Conseil de céans, lequel a rejeté celui-ci dans l'arrêt n° 73 793 prononcé le 23 janvier 2012.

1.3. Le 2 avril 2012, elle a introduit une seconde demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9 *ter* de la Loi, laquelle a été déclarée irrecevable dans une décision du 12 juin 2012. Le 24 juillet 2012, elle a introduit un recours en suspension et en annulation à l'encontre de cette décision auprès du Conseil de céans, lequel a rejeté celui-ci dans l'arrêt n° 99 150 prononcé le 19 mars 2013.

1.4. Le 28 décembre 2012, elle a introduit une troisième demande d'autorisation de séjour sur la base de l'article 9 *ter* de la Loi, laquelle a été déclarée recevable le 14 février 2013.

1.5. Le 11 juin 2013, le médecin - attaché de l'Office des étrangers a rendu un avis médical.

1.6. En date du 21 juin 2013, la partie défenderesse a pris à l'égard de la requérante une décision de rejet de la demande fondée sur l'article 9 *ter* de la Loi. Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« Motifs :

Le problème médical invoqué ne peut être retenu pour justifier la délivrance d'un titre de séjour conformément à l'article 9 ter de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, comme remplacé par l'article 187 de la loi du 29 Décembre 2010 portant des dispositions diverses.

L'intéressé invoque un problème de santé, à l'appui de sa demande d'autorisation de séjour, justifiant une régularisation de séjour en Belgique. Le Médecin de l'Office des Etrangers (OE), compétent pour l'évaluation de l'état de santé de l'intéressée et, si nécessaire, pour l'appréciation des possibilités de traitement au pays d'origine et/ou de provenance, a ainsi été invité à se prononcer quant à un possible retour vers le Congo (Rep. Dem), pays d'origine du requérant (sic).

Dans son avis médical remis le 11.06.2013, (joint en annexe de la présente décision sous pli fermé), le médecin de l'OE affirme que l'ensemble des traitements médicamenteux et suivi requis sont disponibles au pays d'origine du demandeur, que ces soins médicaux sont accessibles à la requérante, que son état de santé ne l'empêche pas de voyager et que dès lors, il n'y a pas de contre-indication d'un point de vue médical à un retour du requérant (sic) à son pays d'origine.

Les documents sur le pays d'origine se trouvent dans le dossier administratif.

Pour prouver l'inaccessibilité des soins, l'intéressé fournit des documents sur la situation humanitaire au Congo. La CEDH a considéré qu'une simple possibilité de mauvais traitements en raison d'une conjoncture instable dans un pays n'entraîne pas en soi une infraction à l'article 3 (voir: CEDH affaire Vilvarajah et autres c. Royaume-Uni, 30 octobre 1991, § 111) et que, lorsque les sources dont elle dispose décrivent une situation générale, les allégations spécifiques d'un requérant dans un cas d'espèce doivent être corroborées par d'autres éléments de preuve (voir: CEDH 4 décembre 2008, Y./Russie, § 9; CEDH 28 février 2008, Saadi/Italie, § 131; CEDH 4 février 2005, Mamatkulov en Askarov/Turquie, § 73; CEDH 26 avril 2005, Müslim/Turquie, § 68). Arrêt n° 74 290 du 31 janvier 2012

Dès lors, le certificat médical fourni ne permet pas d'établir que l'intéressée souffre d'une maladie dans un état tel qu'elle entraîne un risque réel de traitement inhumain ou dégradant lorsqu'il existe un traitement adéquat dans son pays d'origine ou dans le pays où elle séjourne.

Par conséquent, il n'est pas prouvé qu'un retour au pays d'origine ou de séjour soit une atteinte à la directive Européenne 2004/83/CE, ni de l'article 3 CEDH ».

2. Exposé des moyens d'annulation

2.1. La partie requérante prend un premier moyen de la «
Violation de l'article 9^{ter} de la loi du 15 décembre 1980
Violation de l'obligation de la motivation matérielle
Violation du principe de prudence ».

2.2. Elle soutient que la requérante souffre du VIH et nécessite un suivi et un traitement médicamenteux toute sa vie sans quoi elle décèderait. Elle rappelle la portée de la décision querellée et reproduit un extrait de l'avis du médecin conseil de la partie défenderesse. Elle constate que ce médecin n'a pas examiné la requérante, qu'il s'est contenté de lire le dossier de la requérante et qu'il a considéré qu'un examen complémentaire était superflu et que l'avis d'un expert n'était pas nécessaire. Elle remarque que ce médecin a fait une proposition de médicaments alternatifs sans s'être soucié de savoir si la requérante tolérerait ceux-ci. Elle observe qu'il s'est référé à un lien Internet comprenant une

liste de pharmacies au Congo. Elle souligne que les adresses de ces pharmacies ne sont nullement indiquées et qu'il n'est pas certain que celles-ci vendent les médicaments nécessaires.

Elle reproduit un extrait de l'avis du médecin conseil de la partie défenderesse concernant le suivi médical et elle considère qu'il s'agit de généralités. Elle remarque que le médecin en question se réfère à divers sites Internet desquels il ressort qu'il existe des hôpitaux au Congo qui traitent les patients atteints du VIH mais elle souligne qu'il ne spécifie pas si ceux-ci sont accessibles pour la requérante. Elle reproduit un extrait du premier lien Internet et soutient qu'il en ressort qu'il n'existe pas assez d'organisations qui peuvent aider les patients atteints du VIH au Congo.

Elle reproche en conséquence au médecin conseil de ne pas avoir pris en considération la situation spécifique de la requérante et elle affirme qu'il est presque impossible que la requérante soit soignée adéquatement au Congo. Elle affirme que les médicaments requis ne sont pas disponibles au Congo. Elle se réfère au site http://apps.who.int/hiv/amds/patents_registration/drs/default.aspx sur lequel on peut lire que les médicaments nécessaires peuvent être importés au Congo d'après la législation congolaise et elle estime qu'il n'en résulte pas que ce médicament est réellement disponible au pays d'origine. Elle ajoute que ce site indique que, au Congo en 2009, seulement entre 23 et 33 pourcent des personnes porteuses du VIH dans une phase développée avaient accès aux médicaments antirétroviraux. Elle reproduit également des extraits du rapport ONUSIDA duquel il ressortirait que peu de personnes atteintes du VIH ont accès aux médicaments et aux traitements et que seulement dix pourcent des femmes ont accès à des médicaments antirétroviraux. Elle reproduit enfin un extrait du site de AIDES concernant la situation des porteurs du VIH au Congo.

Elle se réfère à un arrêt du Conseil de céans dont elle reproduit un extrait et elle souligne qu'en l'espèce, le médecin conseil a estimé qu'un examen clinique était superflu vu les certificats médicaux produits et cela sans avoir contredit les constatations du médecin traitant de la requérante.

Elle conclut que la partie défenderesse a manqué à son obligation de motivation dont elle rappelle la portée et a violé le principe de prudence dès lors que son médecin conseil n'a même pas examiné la requérante, ainsi que le prévoit l'article 9 *ter* de la Loi.

2.3. La partie requérante prend un deuxième moyen de la «
Violation de l'article 9^{ter} de la loi du 15 décembre 1980
Violation du principe d'égalité, principe général de bonne administration
Violation de l'article (sic) 10 et 11 et de l'article 191 de la Constitution ».

2.4. Elle reproduit les articles précités de la Constitution. Elle souligne que la partie défenderesse a accordé un titre de séjour temporaire sur la base d'une demande de régularisation médicale à Madame [S.B.] et qu'il s'agit d'un cas similaire à celui de la requérante puisque Madame [S.B.] est originaire du Congo et souffre également du VIH. Elle ne comprend dès lors pas pour quelle raison la partie défenderesse a pris une décision différente en l'espèce. Elle rappelle le principe d'égalité et souligne que si le gouvernement s'écarte de sa propre politique, il doit invoquer un motif raisonnablement acceptable. Elle conclut que la partie défenderesse a violé le principe d'égalité et les articles 10, 11 et 191 de la Constitution.

3. Discussion

3.1. Sur le premier moyen pris, le Conseil souligne que le principe de motivation matérielle impose qu'un acte administratif repose sur des motifs de droit et de fait qui soient exacts, pertinents et légalement admissibles. A cet égard, le Conseil ajoute que, dans le cadre du contrôle de légalité qu'il est appelé à exercer en présence d'un recours semblable à celui de l'espèce, il doit se limiter à examiner si l'autorité a pu raisonnablement constater les faits qu'elle invoque et si le dossier administratif de la requérante ne contient pas d'éléments qui ne se concilient pas avec cette constatation.

3.2. En l'espèce, l'avis du médecin conseil de la partie défenderesse repose notamment sur les considérations suivantes, libellées comme suit :

« Disponibilité des soins et du suivi dans le pays d'origine

1. Pharmaceutiques

Paracétamol, ritonavir, emtricitabine et ténofovir sont disponibles en Rép. Dém. Du Congo.
Pantoprazole peut être remplacé par oméprazole, de même classe thérapeutique et disponible.
Alizapride peut être remplacé par métoclopramide, de même classe thérapeutique et disponible.
Darunavir, inhibiteur de la protéase virale, peut être remplacé par indinavir, lopinavir, ou encore nelfinavir, de même classe thérapeutique et disponible.

<http://www.cbip.be/GGR/Index.cfm?qgrWelk=/nindex/GGR/Stof/IN D.cfm>

Renseignements recueillis via la base de données MedCoi : requête portant le numéro de référence unique BMA- 4523 Intl. SOS référencé 3PAR009899 answered 24.12.12.

Le projet Med-COI est un projet d'échange d'informations médicales existantes et de création d'une base de données commune, concernant la disponibilité des soins au pays d'origine ; le projet Med-COI est une initiative du Service de l'Immigration et de Naturalisation Néerlandais, il associe 17 partenaires (16 pays européens et l'International Centre for Migration Policy Development) et est financé par le Fonds Européen pour les Réfugiés. Disclaimer : l'information fournie est limitée à la disponibilité du traitement médical, habituellement dans une clinique/institution de santé, dans le pays d'origine ; la base de données ne fournit pas d'information concernant l'accessibilité du traitement, International SOS est une entreprise internationale de soins de santé, de l'assistance médicale et des services de sécurité. Elle est propriétaire de cliniques dans plus de 70 pays différents et dispose d'un réseau mondial de centres d'urgence. International SOS est sous contrat pour fournir des informations sur la disponibilité de traitements médicaux dans les pays à travers le monde.

<http://apps.who.int/medicinedocs/documents/s18817fr/s18817fr.pdf>
<http://www.asrames.org/Telechargement/Medicaments%20essentiels.pdf>

Veuillez trouver ci-dessous le lien donnant accès à la liste des pharmacies disponibles.
<http://www.congomoja.com/secteurs/sante/pharmacies-et-pharmaciens>

(...) ».

Force est de constater que le document issu du lien Internet <http://www.congomoja.com/secteurs/santé/pharmacies-et-pharmaciens> ne figure pas au dossier administratif. Or, en termes de recours, la partie requérante souligne que les adresses de ces pharmacies ne sont nullement indiquées et qu'il n'est pas certain que celles-ci vendent les médicaments nécessaires

3.3. Dans ces conditions, au vu de la lacune affectant la composition du dossier administratif déposé par la partie défenderesse, le Conseil ne peut que constater qu'il n'est pas en mesure d'exercer son contrôle de légalité à l'égard des motifs visés dans la décision entreprise, dès lors qu'il ne peut pas vérifier si les éléments y invoqués pour justifier de la disponibilité aux soins requis au Congo sont effectivement pertinents au regard de la situation personnelle de la requérante.

3.4. En conséquence, le Conseil estime qu'en ce qu'il est pris de l'obligation de motivation matérielle, le premier moyen est fondé et suffit à justifier l'annulation de la décision entreprise. Il n'y a pas lieu d'examiner le reste du premier moyen et le second moyen qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus.

4. Débats succincts

4.1. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation doit être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'Arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

4.2. L'acte attaqué étant annulé, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La décision de rejet d'une demande d'autorisation de séjour fondée sur l'article 9 *ter* de la Loi, prise le 21 juin 2013, est annulée.

Article 2

La demande de suspension est sans objet.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-quatre décembre deux mille treize par :

Mme C. DE WREEDE,	président f. f., juge au contentieux des étrangers,
M. A. IGREK,	greffier.

Le greffier,

Le président,

A. IGREK

C. DE WREEDE